
LONDRES - Examiner les programmes de développement et de responsabilité publique de l'ICANN
Mercredi 25 juin 2014 – 13h00 à 14h30
ICANN – Londres, Angleterre

NORA ABUSITTA:

Bonjour tout le monde, je suis Nora Abusitta, je suis vice-présidente du développement et des programmes de responsabilité de l'ICANN. Pour commencer, je vous remercie tous d'être venus, il me semble qu'il s'agit d'une question qui est très importante pour vous et pour ICANN aussi.

Il me semblait que Londres 50 était une bonne occasion de vous mettre à jour des développements que l'ICANN a faits, des progrès pour définir sa mission de responsabilité publique ainsi que pour avancer de façon plus avancée, plus solide, avec les programmes qui ont déjà été organisés dans ce sens.

Avant de commencer, bien sûr, je voudrais vous présenter tous deux participants que vous connaissez sans doute déjà, le docteur Tarek Kamel, qui est le conseiller sénior pour les affaires publiques, l'intérêt public, c'est mon chef et Nii Quaynor, que vous connaissez déjà aussi, et qui était le président du panel du cadre de responsabilité publique qui a été lancé à Buenos Aires à la fin de 2013.

Je vais vous donner une idée du panel de stratégie lui-même. L'année dernière, nous avons créé un panel qui était merveilleux pour discuter de la responsabilité publique dans le contexte de l'ICANN. Dans le Panel,

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

nous avons Tim Berners-Lee, Soumitra Dutta, Bob Hinden, Blake Irving, Nevine Tewfik, Raúl Zambrano, Nii Quaynor entres autres.

C'était un groupe très représentatif et très divers d'experts quand au développement de la responsabilité publique. Ils savaient tous très bien ce qu'était l'ICANN, ils connaissaient bien la réalité de l'ICANN en même temps. On a eu notre première réunion publique, d'abord je voudrais vous parler du processus que nous avons suivi.

On a créé ce panel de stratégie pour le cadre de responsabilité publique, nous avons produit un rapport en mai. En ce moment, nous sommes en train de mettre en place des départements et des secteurs qui vont se centrer sur les domaines du panel et de son rapport.

Afin d'atteindre des conclusions finales, on s'est assurés d'engager la communauté autant que possible. On a eu un nombre de webinaires et des réunions et nous avons considéré les retours que nous avons reçus, comme je vous ai déjà dit, avec beaucoup d'intérêt.

Ce n'est pas très clair sur l'écran parce que l'image n'est pas très bonne, mais on voit ici les demandes de la communauté. Les demandes, les requêtes et les réponses de la responsabilité publique qui opérationnalisent en ce moment ces requêtes où les réponses à ces demandes en tout cas.

L'idée était donc de demander, d'améliorer, de renforcer la responsabilité d'ICANN, c'est ça la demande principale. C'est un domaine compliqué parce que cela pourrait générer, avoir un nombre de répercussions.

Si on regarde les statuts de l'ICANN, on a également considéré les questions de la communauté, les demandes de la communauté. C'est dans ce sens et grâce à cela que nous avons défini la responsabilité publique dans le cadre de la mission de l'ICANN.

Une autre demande importante qui a surgi à partir de la réunion de Buenos Aires est que l'ICANN a toujours été partenaire des autres entités, des autres occasions et des autres réunions pour maintenir la responsabilité publique. C'est ce que l'ICANN a fait depuis le début mais ce n'est pas clarifié, ça a été clarifié en ce moment et l'ICANN travaille donc beaucoup avec ces organisations externes et au sein de ces départements aussi.

En dernier lieu, je vais parler brièvement d'une autre question que Tarek va aborder dans plus de détails dans un moment. On a des demandes de nous centrer sur les stratégies régionales. En outre, et pour référence aux régions, pour qu'elles se centrent sur la localisation de l'expérience des différentes régions, c'était aussi une demande.

Pour être brève, je vais résumer, comme cela je donnerais la parole à Nii. A partir de la réunion de Buenos Aires et de la période de consultation publique, on s'est centrés sur différents domaines du rapport. Je voudrais maintenant présenter Nii Quaynor qui va vous parler des résultats du rapport et des discussions qui ont eu lieu à partir du panel.

NII QUAYNOR:

Merci beaucoup, je commencerais peut-être à partir des buts que nous nous sommes proposés. D'abord, on voulait développer des stratégies et des jalons qui encouragent l'intérêt du public pour qu'ils participent au sein de l'ICANN et proposer un cadre de mise en œuvre du rôle de l'ICANN qui implique l'intérêt public global.

On voulait également développer les compétences au sein de la communauté de l'ICANN et augmenter le vivier de diversité et de parties prenantes engagées et informées, ce qui correspond vraiment à nos activités régionales que l'on discutera tout à l'heure.

En même temps, on voulait conseiller du des programmes, des initiatives qui aideraient à atteindre les objectifs mentionnés. La définition est intéressante, vous verrez qu'il y a deux parties. D'une part, on s'occupe du contexte dans lequel nous voulons définir notre travail et d'autre part on a la définition plus claire.

Dans la première partie, le contexte est en tant que superviseur, pour faire mention de l'écosystème de gouvernance de l'Internet. En tant que l'une des parties prenantes dans ce domaine, l'ICANN s'engage à protéger et à promouvoir l'intérêt public à travers son travail et également en collaboration avec d'autres entités.

La responsabilité publique de l'ICANN comprend tous les domaines et ce sont les centres de son travail. La définition qu'on voudrait aborder est que l'ICANN définit l'intérêt public global par rapport à Internet pour garantir que l'Internet soit et continue d'être stable, inclusif et accessible autour du monde pour que tout le monde se réjouisse des bénéfices de l'Internet ouvert et unique.

Pour s'occuper de ces responsabilités publiques, l'ICANN doit renforcer la confiance faite à l'Internet dans son écosystème de gouvernance. Pour ce faire, naturellement, il a fallu voir ce qui était en train de se passer autour de nous et le panel a examiné à travers un inventaire tout le travail de l'ICANN et nous sommes heureux d'avoir découvert que dès le début l'ICANN faisait attention aux activités de l'intérêt public.

On a également considéré les stratégies publiques régionales et les efforts consacrés au développement des activités là où les acteurs étaient et les différents types de travail de responsabilité publique entreprise par les différents départements.

A la fin de notre initiative, on a rédigé les recommandations suivantes. On recommandait d'une part de réviser et les cas échéant de formaliser des approches, la programmation et les projets qui étaient déjà en cours pour servir l'intérêt du public, qui sont faits par les différents départements de l'ICANN.

Il nous fallait également viser à concrétiser des partenariats partout dans l'Internet pour soutenir et renforcer le travail de l'ICANN en tant que serveur de l'intérêt public mondial et bien sûr créer des programmes de responsabilité publique spécifiques qui se centrent dans les domaines clefs, sur les sujets clefs qui sont défini dans le rapport de portée, de cadrage, je suis sûre qu'on reprendra cette question plus tard.

Finalement, il fallait réviser de façon continue comment l'ICANN pouvait mieux s'engager, communiquer avec le public pour servir l'intérêt du public.

Certaines de ces spécifications, de ces recommandations spécifiques, incluent l'établissement d'un département central qui s'occuperait des aspects suivants: d'une part réviser et le cas échéant de formaliser les approches, la programmation et les projets qui serviraient l'intérêt du public dans les différents départements et essayer d'établir des partenariats dans l'écosystème de l'Internet pour renforcer et soutenir le travail de l'ICANN et servir l'intérêt public mondial et financer et soutenir ces activités et créer des programmes de responsabilité publique qui correspondent aux domaines centraux, aux sujets définis dans le rapport.

Ce panel révisera constamment comment l'ICANN peut mieux s'engager et communiquer avec la communauté pour servir et agir dans l'intérêt du public. Je pense que c'est ça le résumé de notre travail.

NORA ABUSITTA:

Merci beaucoup Nii. Je parlerais un peu maintenant des quatre sujets d'intérêt que Nii a mentionné. Nous avons identifié quatre sujets, quatre voies qui comprennent la plupart du travail de responsabilité publique de l'ICANN.

D'une part, on a la formation. On a fait beaucoup de travail concernant la formation mais récemment nous avons développé une plateforme d'apprentissage en ligne qui est gratuite, qui a non seulement des cours que nous présentons mais également des cours pour la communauté et par la communauté.

L'autre sujet d'intérêt était la localisation et les services linguistiques. Je sais que, sans doute, vous avez vu l'énorme effort que notre équipe de services linguistiques a consacré à nos réunions publiques ainsi qu'à la traduction de tous les contenus en Anglais produits par l'ICANN. Pour nous, c'est très important d'atteindre nos parties prenantes dans autant de langues que possible pour garantir non seulement leur participation mais au moins, si ce n'est pas possible, leur connaissance de ce qu'il se passe.

Le troisième domaine, ce sont les projets de la prochaine génération et ce sont des projets qui se centrent sur l'intégration des prochaines générations de l'ICANN que nous avons très bien définis dans le rapport du panel de stratégie pour les âges entre 18 et 30.

Je ne sais pas si vous avez vu qu'il y a un groupe de jeunes en T-shirt bleu, ils sont là mais ils n'ont pas les T-shirts bleus. On ne leur a donné qu'un seul T-shirt et ça fait trois jours qu'ils sont là donc heureusement qu'ils n'ont pas mis ces T-shirt bleus.

Finalement, l'ICANN a un rôle et une responsabilité pour participer à la coopération et au développement mondial de l'Internet. Je vous donnerais un exemple bref, comme par exemple la participation au panel qui s'occupait des questions de gouvernance Internet spécifiquement.

Je passe maintenant donc la parole au docteur Tarek Kamel qui va nous parler des stratégies régionales et du rapport qu'elles ont avec travail de notre département.

TAREK KAMEL:

Bonjour tout, c'est un honneur de faire partie de ce panel sur la responsabilité publique de l'ICANN. Vous vous demanderez peut-être pourquoi l'ICANN a autant d'intérêt à la responsabilité publique tout à coup, si c'est une nouvelle idée ou si c'est une mission qu'on a ajoutée à notre mandat ou que le conseil a ajoutée à notre mandat ou que le PDG a ajoutée.

Je pense que la réponse est que l'ICANN suit des processus ascendants et on a donc besoin d'avoir des processus et des activités d'intérêt public. Cela nous vient des stratégies régionales sur lesquelles Fadi nous a demandé de travailler, même avant d'assumer comme PDG et Directeur Général de l'ICANN.

C'était à Prague qu'il nous a demandé de former un groupe pour développer la stratégie Africaine et on a travaillé sur un processus ascendant qui était intéressant, qui était inclusif et on avait des limites temporelles, on s'est réunis à l'île Maurice, avec les différents membres de la communauté qui étaient également des parties prenantes de la société civile, avec les gouvernements et la communauté technique, avec le soutien de Ray Plzak par exemple et d'autres personnes qui sont venues pour travailler jusqu'à la réunion de Toronto en Octobre 2012, puisque c'était en 2012 qu'on s'est réunis à l'île Maurice.

On a commencé à travailler avec l'équipe sur la stratégie Africaine qui comprenait certaines composantes de développement de l'infrastructure, de l'industrie du DNS et de la sécurité du DNS en Afrique et dans d'autres composants.

C'est pendant ce processus qu'il a été clair que la communauté nous demandait que l'ICANN assume sa responsabilité à travers des programmes de responsabilité publique. On ne fait que du travail technique et on coordonne la gestion des serveurs racines et des identifiants techniques et ce n'est plus acceptable pour le groupe et la communauté.

Pour le programme des nouveaux gTLD, ce message a été confirmé, le GAC s'élargit. Maintenant, pour ce qui est de la mission de l'ICANN, je ne parle pas d'At-Large et des gouvernements, en tout cas dans le cadre de notre mission pour les identificateurs publics, les gouvernements participaient à cette initiative pour l'Afrique et c'était pareil pour le Moyen-Orient et pour d'autres régions également ; on s'est rendu compte qu'il fallait agir.

Étant donné que cette organisation grandit à chaque fois et qu'elle a davantage de participation de la communauté, on avait plus de sources et plus de légitimité. On fait partie de l'écosystème, il faut que l'organisation assume sa responsabilité au programme.

Pierre Dandjinou s'est donc occupé de la mise en œuvre de la stratégie Africaine en tant que vice-président avec différents partenaires.

En Amérique Latine, on a commencé à travailler par la suite et Rodrigo de la Parra, vice-président pour l'Amérique Latine, a créé un groupe qu'il a dirigé qui a adopté une approche différente pour le développement des stratégies régionales, sur mesure de leur nécessité.

Le groupe s'est donc réuni à nouveau à Pékin avec un nouveau message. L'ICANN devait assumer sa responsabilité, devait agir dans son rôle, le GAC s'élargit et grandit par rapport à leurs connaissances dans l'organisation.

Il faut qu'il s'assure qu'il soit parti des unités constitutives, non seulement du GAC mais aussi de la gNSO, de la ccNSO, d'autres unités constitutives spécifiques de l'ICANN. Il faut que l'on travaille sur le renforcement des capacités, de se rapprocher de la communauté, de la façon dont l'Amérique Latine était en train de le faire.

On a également travaillé au Moyen-Orient, qui n'est pas une zone facile, c'est une région qui a beaucoup de problèmes mais ils se sont accordés de travailler sur la stratégie et à Durban, ils ont accordé une stratégie et ils ont appris et ils sont en train de travailler.

La leçon que l'on a tirée des stratégies des différentes régions et qui a des points communs est qu'il y a partout une nécessité de responsabilité publique, ce genre de programme de l'ICANN et des autres. Auparavant, dans la formation de capacité dans d'autres domaines dans ces régions, c'était un très bon travail dans ces régions et ailleurs dans le monde mais ce n'était pas suffisant pour le travail de l'ICANN, pour le travail des identificateurs techniques de l'ICANN.

On ne peut pas se permettre d'avoir cette brèche entre les connaissances et la réalité parce que le monde avance rapidement. La mise en œuvre est donc en cours et l'ICANN s'est engagé avec la mise en œuvre de la stratégie technique et pendant la discussion, j'inviterais

Baher Esmat et Rodrigo à prendre la parole pour nous raconter où ils en sont avec la mise en œuvre.

On a en tout cas consacré un budget à la mise en œuvre avec le soutien de Sally Costerton et elle considère avec moi la mise en œuvre des stratégies régionales et on commence à voir déjà l'impact à travers les tournées de présentation au forum, on commence à voir également l'impact et les effets des tournées de présentation de DNSSEC et des programmes de formation de capacité pour développer la communauté et adopter une approche différente avec la mise en œuvre de la stratégie régionale.

Chaque région a adopté sa propre approche, ils ont développé des comités de pilotage, ils ont des domaines d'intérêt, des espaces de travail comme Rodrigo vous expliquera plus tard pour le cas de l'Amérique Latine. C'est ça, ce qu'on aime de ce processus, qu'il a été ascendant. On a vraiment vu la nécessité de se travail.

Alors, comment est-ce que ce travail correspond à ce qu'on fait à l'heure actuelle? L'ICANN a alloué des ressources pour un programme de trois ans pour ses stratégies, spécifiquement en Afrique, lorsqu'on était à la réunion, on nous demandait qu'est-ce qu'on allait faire d'ici la prochaine année et demi parce qu'on a déjà travaillé pendant un an et demi.

On sait que dans le délai d'un an et demi de plus, on n'aura pas complété tous les plans ambitieux que l'on a pour la stratégie régionale. Donc, les programmes de responsabilité publique et leur collaboration avec l'ICANN sont vraiment un changement qu'il nous faut. Cela ne veut

pas dire que l'ICANN ne va plus consacrer des ressources mais ça veut dire que ça va être à travers des partenariats, comme on a dit, Nora et moi.

Il faut que l'on développe, l'on renforce ces partenariats de collaboration d'ici un an et demi et que l'on identifie avec quels partenaires on peut travailler afin que, lorsque les stratégies commencent à montrer les nécessités de durabilité, que l'on soit prêts en tant que départements et en tant que communauté avec nos relations de partenariat, avec d'autres agences de développement, des agences privées, du secteur public et qu'on ait des programmes qui soient forts au niveau régional et que la communauté soutienne et qui soient fondés et soutenus dans le cadre des quatre sujets centraux que Nora a mentionnés.

Je suis venue transmettre ce message, on a besoin d'avoir des gens sur place, on a des gens qui sont en contact avec la communauté, ils travaillent déjà sur la mise en œuvre dans la mesure des ressources qu'ils ont, que l'ICANN leur permet, mais cela n'est possible qu'à travers des partenariats, qu'à travers la collaboration et dans ce cas cela doit se faire, comme j'ai dit, à travers la collaboration avec la nouvelle équipe et le nouveau département.

Alors Nora, merci de m'avoir permis de prendre la parole, j'espère que l'on discutera de ce sujet, je suis venue simplement vous présenter les différents composants pour qu'on puisse discuter.

NORA ABUSITTA:

Merci Tarek, c'est très important de savoir qu'on n'est pas en train de réinventer la roue. On est en train d'unir les points, on est en train de s'assurer que des projets auxquels on consacre du temps et des ressources soient durables dans la durée, justement, et qu'on ne travaille pas dans des domaines qui ne sont pas notre matière de connaissance mais qu'on est en train d'établir des partenariats pour respecter notre rôle et notre mission.

Avant de passer la parole aux autres, peut-être que Rodrigo et les autres vice-présidents régionaux peuvent nous raconter où ils en sont avec leur stratégie.

RODRIGO DE LA PARRA:

Merci Nora, je suis content de pouvoir vous partager mon expérience et je veux reprendre ce que Tarek a dit. C'est une stratégie de participation de la communauté qui est venue de la communauté. On n'a été que les facilitateurs de la réunion de différentes parties prenantes ici au sein de l'ICANN, qui sont venues développer cette stratégie.

Je voulais dire également qu'on a un projet très ambitieux, c'est clair et c'est vrai. On a plusieurs projets, on a mis en place déjà cinq de ces projets et on se centre en ce moment sur la mise en œuvre systématique du reste des projets pour qu'ils puissent être complets avant la fin de ces trois années.

Mais, bien sûr, on espère pouvoir établir un rapport entre notre stratégie et ce programme, ce qui est très nécessaire.

L'un des points principaux de ce projet, c'est qu'au-delà des initiatives de formation de capacité qui sont comprises dans ce projet, la communauté de l'Amérique Latine et des Caraïbes était préoccupée par le niveau de participation des parties-prenantes de la région au sein de l'ICANN qui était très bas.

On a mis en place un projet qui était d'avoir l'espace de l'Amérique Latine et des Caraïbes dans toutes les réunions de l'ICANN, ce qu'on fait depuis la réunion de Buenos Aires qui était bien sûr une réunion dans notre région et à l'époque on a eu plus de dix ou douze séances même qui se concentraient sur l'Amérique Latine et les Caraïbes.

Mais depuis, à Londres et à Singapour, on a consacré un espace aux parties prenantes de l'Amérique Latine et des Caraïbes pour qu'ils partagent leurs points de vue et leurs préoccupations par rapport à des questions importantes.

Par exemple, ici, ils ont choisi de discuter des accords de libre échange et de l'Internet, ils ont eu des accords et des discussions intéressantes, ils ont eu l'idée de créer des FGI régionaux et le président de l'union des télécommunications des Caraïbes est venu nous voir et elle a invité les parties prenantes à participer à ce forum et c'est pareil pour l'Amérique Latine.

Tous les projets sont en tournée de présentation pour augmenter la sensibilisation par rapport aux questions qui sont concernées, qui sont comprises dans la mission de l'ICANN, comme par exemple la stabilité, la sécurité et la résilience du système de DNS.

On a organisé une réunion en Amérique Latine, une en Amérique Centrale, au Mexique, aux Caraïbes et le reste de la région Andine. On a eu une séance à Trinité et Tobago et en ce moment on travaille avec les sous-régions.

L'idée est d'avoir des défenseurs régionaux des idées pour qu'ils puissent défendre cela. Ce n'est pas simplement une question de faire voyager la communauté partout dans la région. Il faut trouver des défenseurs locaux pour qu'ils transmettent ce message et qu'ils engagent les autres. Finalement, le projet principal est le plan de communication.

Une autre des préoccupations de la communauté était que le matériel que l'ICANN et la communauté produisent n'est pas dans les langues de la communauté, qu'il est plutôt en Anglais. On a maintenant un processus en place, c'est un projet par lequel on traduit non seulement les langues mais aussi la façon d'expliquer les informations importantes des documents qui sont produits par l'ICANN et sa communauté.

On a également créé un bulletin qui a été publié deux fois déjà, il est bimensuel. D'une part il montre ce qu'il se passe dans la région, mais il montre aussi les parties prenantes de partout dans l'ICANN pour que les parties prenantes mondiales soient connectées.

On a engagé un gérant de communication à temps complet qui est centré à Montevideo et qui travaille sur la stratégie des réseaux sociaux. On a créé un compte Twitter et Facebook en Espagnol et en Portugais qui sont très actifs. C'est ça les aspects principaux.

On a trente-cinq projets de plus et voilà plus ou moins ce qu'on a fait, merci.

NORA ABUSITTA: Merci Rodrigo, peut-être que vous aussi vous pouvez nous donner la situation dans le Moyen-Orient, Baher Esmat?

BAHER ESMAT: Je fais de la participation des parties prenantes d'ICANN dans le Moyen-Orient, je travaille au Caire en Égypte. Le Moyen-Orient, comme l'Amérique Latine et le groupe de travail a été établi il y a plus ou moins un an avec vingt et quelques membres de la communauté du Moyen-Orient.

La stratégie a été conçue autour de trois principaux domaines concernant la sécurité, la stabilité du DNS, le développement de l'industrie des noms de domaine et la promotion de la gouvernance ou l'approche de la gouvernance multipartite de l'Internet.

Aujourd'hui, après un an de mise en œuvre de notre stratégie, nous avons deux nouveaux événements annuels liés à l'Internet au Moyen-Orient. Le premier est le forum du DNS du Moyen-Orient, le deuxième est l'école sur la gouvernance de l'Internet.

Nous avons deux groupes de travail qui travaillent sur des projets spécifiques liés à l'IDN et à la formation de compétences dans ce sens. Nous avons récemment organisé une organisation nationale du

multipartisme qui a été annoncée au Liban pour superviser les problèmes de politique d'Internet au niveau de leur pays.

Nous avons plus de vingt projets différents et d'initiatives qui sont en cours de mise en œuvre. Nous avons tout ce matériel qui a été posté sur le site Internet d'ICANN de notre communauté. Si vous allez sur le site de la réunion de Londres, vous verrez lundi, si vous cliquez sur le lien qui se trouve dans la page, la partie de lundi de notre calendrier, vous allez voir tous les documents qui ont été postés et y compris notre adresse email et vous pouvez nous y écrire.

NORA ABUSITTA:

Merci beaucoup Baher et maintenant Pierre Dandjinou.

PIERRE DANDJINOU:

Merci beaucoup. Je vais être bref. Je vais vous raconter un petit peu ce qui a été fait en Afrique dans mon domaine et mettre un peu l'accent sur les leçons apprises. Bien sûr, je vais commencer par vous raconter que nous avons mis en place une stratégie Africaine. Nous avons travaillé avec la communauté pour mettre l'accent sur les besoins et les attentes de notre communauté, ce qui s'est traduit par une stratégie que nous avons élaborée, qui se base sur deux points en ce qui concerne l'Afrique.

Il s'agit de la formation de compétences dans différents domaines et il s'agit aussi d'une participation accrue de l'Afrique aux processus de l'ICANN en général.

Pour le développement de compétences, nous avons mis en place une série de projets qui dérivent aussi de nos objectifs. Nous avons huit objectifs en tout et je vais vous dire un petit peu ce que nous avons fait une fois que nous aurons commencé la mise en œuvre.

Nous avons sélectionné une douzaine de projets qui pourraient faire un impact sur la situation actuelle en Afrique et nous voulons faire voir que quelque chose arrive actuellement. Un des programmes phare aujourd'hui est le Road Show du DNSSEC qui est assez populaire dans beaucoup de pays qui ont demandé d'ailleurs qu'il soit organisé dans leur pays.

Nous avons aussi un travail que nous avons fait avec ISOC par exemple le forum du DNS qui a commencé à Durban. Nous sommes heureux de vous dire que ce programme est reproduit, c'était un événement de pré-conférence pour ICANN, il est reproduit dans le reste de l'Afrique. Nous continuons à organiser ce forum DNS, nous allons l'organiser à Abuja le prochain forum. Nous essayons de travailler sur des thèmes comme cela, par exemple la monétarisation du ccTLD en Afrique, ce type de choses.

Nos objectifs sont vraiment de soutenir le marché du DNS en Afrique et donc la plupart de nos projets phare sont liés à cette question. Nous sommes en train de lancer une étude des ccTLD en Afrique pour en savoir plus. Je vous dirais qu'un de nos problèmes en Afrique c'est que nous n'avons pas de statistiques. Lorsqu'on a besoin d'informations on ne sait pas où aller et donc nous sommes en train de monter cette étude pour voir exactement où se trouvent nos 54 ccTLD, où est-ce

qu'ils sont en Afrique et où est-ce qu'ils vont avoir un impact et quel type d'impact.

Pour cela, nous allons créer un observatoire de l'Afrique pour les noms de domaine et nous avons commencé à créer un prix ou une récompense du nom de domaine. Chez ICANN, on promeut ce type de choses.

Nos autres projets concernent la stratégie de participation en général. Nous avons des personnes qui vont aller de pays en pays, ils ont déjà visité une vingtaine de pays sur les 54 pays et ils ont travaillé directement avec les différents secteurs de la communauté, par exemple au niveau des gouvernements.

Les gouvernements aiment bien savoir comment gérer le ccTLD donc nous essayons de les soutenir pour les différents problèmes de délégation par exemple qu'ils peuvent rencontrer, c'est un point important dans notre programme, ça pourrait être très important.

Ensuite, l'autre chose qui nous paraît importante et qui peut avoir aussi quelque chose à voir avec cette responsabilité d'ICANN, c'est l'environnement des bureaux d'enregistrement en Afrique.

Nous avons sept bureaux d'enregistrement accrédités par ICANN et aujourd'hui je pense qu'aucun d'entre eux n'a vraiment des bénéfices intéressants à cause des problèmes qu'ils affrontent. Nous avons donc commencé une espèce de réflexion et les bureaux d'enregistrement en Afrique ont commencé à mettre en œuvre un processus. Nous avons

élaboré un document qui aborde les problèmes et quelles pourraient être les réponses à ces problèmes.

Nous avons envoyé ce document à nos collègues du GDD et ce document a évolué, il est devenu une espèce de document global qui peut être discuté. Nous allons voir comment ICANN peut aider ces régions qui sont légèrement mal desservies.

Notre objectif est de voir comment mieux aider cette région, est-ce que c'est à travers une politique, est-ce qu'on peut mettre en place un projet spécifique ou offrir des fonds spéciaux, c'est ICANN qui va le décider. Mais la stratégie est celle que je vous ai décrite.

En tout cas, je dois remercier Fadi et Tarek pour leur soutien, je dis toujours que ce n'est pas seulement ICANN, c'est aussi la création de partenariats durables, donc c'est ce que nous essayons de faire.

Hier, ce que nous avons fait, nous avons présenté une mise à jour sur ce que nous avons fait. Nous nous sommes adressés à l'environnement Africain pour voir quels sont les partenaires qui sont les plus indiqués pour travailler avec nous. Et bien sûr, l'autre chose que nous voulons obtenir, c'est la participation, c'est notre deuxième point important, le deuxième pilier de la stratégie Africaine.

On voit de plus en plus de participation des Africains aux réunions de l'ICANN. Ce que nous voulons, c'est une participation informée, c'est-à-dire une participation qui contribue aussi aux groupes de travail et qui vise à des positions de leadership.

Il y a différentes choses que nous devons faire en Afrique pour préparer les gens qui viennent à ICANN, pour les aider à participer au sein de l'ICANN. Voilà, donc c'est ce que je peux vous dire de nos dernières activités, merci.

NORA ABUSITTA:

Merci Pierre pour votre mise à jour, je voudrais maintenant que vous regardiez un petit peu l'écran. Une des demandes qui nous a été faite est que les gens étaient fatigués de voir les rapports écrits, à lire, vous pouvez, voilà, et bien sûr on va vous expliquer. On a pris le rapport et essayé de l'illustrer de manière plus dynamique et on l'a appelé « qu'est-ce qu'il y a ici pour moi? »

Ici, vous avez les différents groupes de parties prenantes et comment le département de la responsabilité a travaillé avec eux. Nous allons mettre cela sur notre site Internet bientôt, c'est une manière rapide de voir ce que nous faisons dans tous les secteurs.

Bien, je pense que nous sommes maintenant prêts à donner la parole à la salle. Nous vous demandons de donner votre nom avant de prendre la parole, merci.

[RAFIT]:

Je suis [Rafit], je viens de Tunisie, j'ai une question pour Monsieur Tarek.

J'ai eu vraiment plaisir à entendre sa stratégie pour travailler avec le public en Afrique. On a besoin de faire de la formation de compétences,

de l'éducation et des incubateurs d'entrepreneurs. C'est un programme très intéressant qui a lieu dans notre région, surtout sachant que nous avons une population jeune, très bien éduquée, qui peut maîtriser ou aborder ce type de formations de compétences et être intéressée.

Donc, quand il s'agit d'indicateurs de performance clef, est-ce que vous suivez tout ce que nous faisons en Afrique? Est-ce que vous avez des indicateurs que vous avez établi qui vous donnent une idée de la façon dont le programme fonctionne? Combien vous avez d'universités qui travaillent avec vous? Combien de personnes ont été formées? Comment vont les choses? Comment tout fonctionne au sein du gouvernement? Qui a mon avis doit aussi jouer le rôle de partie prenante, merci.

TAREK KAMEL:

Je voudrais vous répondre, on ne peut pas négliger, qu'on le veuille ou non, en Afrique, le gouvernement joue un rôle plus important dans le domaine du développement.

On ne peut pas travailler en isolement complet du gouvernement. Il y a une question d'impôts, on a besoin de leur aide pour commencer des programmes, mais très souvent, ils n'ont pas les connaissances que nous voulons transmettre aux jeunes de l'Afrique. En tout cas, ce que nous avons en Afrique et aussi en Amérique Latine, c'est notre richesse, ce sont les jeunes.

Le prochain milliard d'utilisateurs va venir de ce secteur de la population, donc nous avons la possibilité de les inclure dans le secteur

de l'industrie du DNS et nous devons donc travailler avec les gouvernements. Dans ce sens, nous allons identifier les startups du secteur privé, nous devons aussi identifier les partenaires du secteur académique et travailler avec eux.

Notre plus grand défi est de situer et d'encourager les différents acteurs privés et autres à travailler avec nous. Nous devons pouvoir aider ces startups à travailler dans le monde entier et nous devons le faire à travers des partenariats. Certaines des personnes que nous contactons répondent de manière positive, d'autres moins.

Nous devons utiliser la pression de notre département du GDD qui entre en contact avec les bureaux d'enregistrement et les registres pour travailler dans ce sens. Ce n'est pas un processus facile mais nous devons continuer dans le domaine de l'industrie, dans le domaine des TIC.

De l'expérience préalable que nous avons eue, nous savons qu'il faut continuer à avancer, c'est un des programmes qui va prendre six, sept ans jusqu'à ce qu'il soit vraiment déployé dans sa totalité. Il faut continuer à travailler dans ce sens.

Récemment, nous avons discuté de cela avec Sally, Fadi et on a pensé qu'il fallait continuer à avoir des indicateurs de performance, des tableaux de bord pour voir comment avancent les progrès. La première année, c'est une phase d'apprentissage, il faut le dire et nous en sommes encore à cette phase mais nous voulons organiser des indicateurs de performance pour pouvoir suivre les progrès que nous faisons.

NORA ABUSITTA:

Pour ajouter quelque chose à ce que dit Tarek, nous offrons des outils à la région. Par exemple, l'apprentissage en ligne, la plateforme d'apprentissage en ligne et nous avons des indicateurs clef qui nous permettent de savoir combien de personnes utilisent des outils d'apprentissage en ligne dans certaines langues. C'est quelque chose de réduit mais cela nous donne déjà une idée concernant l'intérêt et les besoins qui existent dans la région et la façon d'atteindre les personnes qui sont les plus difficiles à atteindre.

YANNIS LI:

Yannis Li de Net Mission. D'abord, c'est un commentaire que je voudrais faire. J'ai une très bonne expérience et pour avoir travaillé avec votre expérience pilote à Singapour à l'initiative d'ICANN. Je pense que nous sommes tout à fait d'accord, ça a été un grand événement lors de la réunion de Singapour, ça a donné lieu à des discussions intéressantes sur la question de l'IDN et je suis très heureuse que cette initiative soit devenue une politique qui fait partie des stratégies de l'ICANN et je suis contente de voir que vous continuez à vous engager dans ce sens auprès d'ICANN.

Je voudrais vous dire, comme cela a été mentionné, on a parlé à plusieurs reprises de l'importance de cette mission et nous serions ravis de continuer à fournir des connaissances et à nous engager avec vous pour continuer à travailler avec le forum d'ICANN. Nous serons ravis de contribuer avec vous pour le développement de la stratégie et nous

aimerions voir comment travailler davantage avec les universités et ICANN et nous engager davantage auprès de l'ICANN.

NORA ABUSITTA:

Merci beaucoup, d'ailleurs je voudrais dire que ce projet a été un grand succès dans notre partenariat. Il a commencé comme vous l'avez dit par Net Mission à Singapour, nous les avons soutenus à Singapour et ce projet a eu tellement de succès que nous avons pensé qu'il valait la peine de le reproduire là où nous allons.

Nous avons l'avantage de voyager trois fois par an dans différentes régions du monde, donc pourquoi ne pas introduire tout cela dans chaque région, le présenter dans chaque région et l'organiser à chaque fois, merci.

MONA:

Mona avec le groupe francophone à l'ICANN. Je suis très contente de vous entendre parler de la responsabilité publique de l'ICANN, surtout que l'ICANN, en gérant l'infrastructure internationale d'intérêt pour le monde entier, joue effectivement un rôle très, très semblable au rôle de l'état, du gouvernement. Effectivement la question de responsabilité publique, d'intérêt public, de tout ce qui est public, est lié au fait de responsabilité du citoyen et du gouvernement.

Dans ce cadre là aussi, j'ajoute que le système multi-stakeholder, multipartite, ce système là concerne effectivement aussi les gouvernements qui sont la partie la plus intéressée et la plus intéressante ici, surtout quand on parle de stabilité, sécurité,

développement, je pense que ce sont les gouvernements qui seront les plus efficaces à ce niveau-là car ils peuvent guider. C'est vrai, le système est très bien de faire participer tout le monde, les citoyens, le commerce et tout.

Mais, est-ce qu'il ne serait pas aussi intéressant, surtout à ce stade de transition, puisque vous envisagez de changer, un changement peut-être qui prendra en considération ce qui pourra convaincre ces gouvernements à accepter l'ICANN en tant que participant à la création des législations qui servent ou bien qui seront propices à tout ce qui est développement, stabilité, sécurité et qui pourra aussi convaincre ces gouvernements de venir participer efficacement au sein de l'ICANN, c'est-à-dire, je ne suis pas contre la participation des politiciens, mais je vois que les discussions, parfois, qui prennent cours durant les réunions du GAC, sont, excusez-moi, mais trop politiques.

Je ne discute pas les raisons, je ne dis pas que c'est faux ou vrai, mais est-ce qu'il ne faut pas par exemple que cette transition aussi aboutisse à ce que ces gouvernements envoient des gens experts qui peuvent vraiment discuter des aspects techniques et peut-être aussi des aspects législatifs.

Ils peuvent envoyer les politiciens, mais qu'il y ait des comités, peut-être, je ne sais pas, où il y a des experts, parce qu'enfin, l'ICANN concerne, avec ce qu'elle fait, concerne le monde entier. On est tous intéressés par la prospérité et le développement de cet ICANN, merci.

NORA ABUSITTA:

Merci bien pour votre question, en fait je vais seulement, je vais essayer de répondre en deux ou trois points. Premièrement, comme j'ai expliqué, tous nos projets seront faits avec des partenaires. Le genre de partenaires va changer d'une région à l'autre.

Comme vous le savez, dans quelques régions, c'est le gouvernement qui gère la grande partie des projets de développements et dans d'autres c'est le secteur privé, etc. Bien sûr, au sein de nos programmes, nous voulons inviter de plus en plus de participants au système de l'ICANN pour assister au GAC bien sûr, mais aussi pour assister dans d'autres groupes qui sont très, très actifs.

Nous avons dans nos buts de communiquer, de travailler avec toutes les entités, non seulement gouvernementales mais aussi, selon le pays, les entités qui ont le plus de pouvoir si je peux dire ou le plus d'influence pour pouvoir inviter plus de gens à participer à l'ICANN en général.

Si cela exige que l'on envoie des spécialistes, si cela exige qu'on travaille dans des programmes de formation par exemple, nous sommes toujours prêts à le faire. Tout ce que vous avez dit est vraiment pris en considération, merci.

JULIET:

Bonjour, je suis Juliet Lecchini, je travaille pour la fondation du Web, je suis assez nouvelle dans le processus de l'ICANN mais j'ai vu dans certains documents que l'on est en train de parler d'une loi pour l'Internet appliquée pour le monde entier.

Nous sommes en train de chercher des ressources immédiatement pour aider à atteindre certains objectifs de sensibilisation parce que le monde est très grand, pour faire participer tout le monde, pour expliquer pourquoi le monde, ce monde numérique, est si important.

Pourquoi est-ce que je m'implique avec ICANN? Je voudrais savoir comment est-ce qu'on peut obtenir des ressources, des partenariats.

NORA ABUSITTA:

Il y a différentes façons mais pour commencer nous avons de bonnes relations avec les représentants de ce même groupe, par exemple Tim Berners-Lee. Nous travaillons en Europe, notre vice-président pour l'Europe est basé en Angleterre donc je pense qu'après la session, si vous voulez, je vous mettrai en contact avec eux comme ça vous pourrez entrer directement en contact avec eux.

Le processus normalement, c'est qu'on fait un contact avec les représentants locaux de l'ICANN et ensuite on travaille avec eux. Mais vous avez déjà un canal de communication, donc pas de problème. Bien, une question à l'avant, allez-y.

PERSONNE NON-IDENTIFIÉE:

[inaudible] des Comores. Je suis aussi nouveau, je suis avec beaucoup d'attention et comme je viens de la sphère des consommateurs qui petit à petit se sont rendu compte que l'Internet est un service de base qui nous concerne tous, je voudrais dire que je pense qu'il ne faut pas opposer aux gouvernements, bien que tout gouvernement à tendance à vouloir contrôler les forces vives.

Je pense qu'au niveau des régions, il y a plutôt les responsables de nos régions à voir quels sont les dynamiques régionales qui, en amenant l'ICANN à réfléchir beaucoup, peut montrer, avoir l'importance de l'Internet et s'ouvrir aux populations. Je dirais par exemple en Afrique de l'Est par exemple avec tout le phénomène de l'inclusion financière, notamment les phénomènes PC ou le mobile par exemple, on a vu ça, c'est à la fois l'Internet, même si au début ce n'était pas totalement l'Internet parce que c'était le téléphone mais il y a des dynamiques là qui sont très importantes, qui touchent à la sécurité, qui touchent à la démocratisation, à l'accès, qui sont très, très importants.

Je pense, aussi, en ce sens, qu'elles créent de la richesse, elles permettent aux jeunes de créer des entreprises, c'est quelque chose qui peut amener des dynamiques à la fois aux gouvernements et avoir de l'importance. Je pense que des thèmes régionaux comme ça sont très importants.

La deuxième chose qui peut associer des universités, nous les consommateurs et tout ça. Il y a quelque chose que je ne vois pas ici mais que je vois comme un thème de réflexion pour l'ICANN et beaucoup de gens qui sont là, qui sont très intelligents, qui réfléchissent beaucoup et qui peuvent à terme avoir des problèmes entre les pays pauvres et les pays riches.

Je l'ai vu en réfléchissant sur ces histoires du vin, c'est avec l'extension des domaines, les capacités de grandes sociétés, par exemple, de vouloir ou des fois des domaines qui peut-être, à la longue, peuvent heurter ou s'opposer aussi à des identités ou à des richesses ou à des cultures ou à des plaintes ou à des savoir-faire dans ces pays-là. Je

pense que, même si en ce moment ce n'est peut-être pas quelque chose de majeur, ça doit être un sujet de réflexion pour qu'un jour on ne voit pas des manifestations quand il y a des crises avec des oppositions où on ne sait plus comment les gérer parce que ça va toucher à la population, à des identités.

C'est deux questions qui me parlent, qui me semblent importantes.

TAREK KAMEL:

En fait, j'ai mentionné cela lorsque je parlais, j'ai dit que pour nous, cela constituait un nouveau programme de gTLD. A l'époque, la gérance de l'ICANN a conçu un projet qui annonçait même le soutien conjoint des applications, c'était le programme de soutien des candidatures pour les pays en voie de développement.

J'ai participé aux discussions du conseil d'administration à l'époque, on avait consacré deux millions de dollars américains et en ce moment on a consacré cinq millions pour le soutien des africains qui ne sont pas en mesure de payer 170 000 dollars pour leur candidature et qui peuvent payer beaucoup moins que cela.

Le programme de soutien va également subventionner ces utilisateurs et ces candidats. Le conseil d'administration a également vu uniquement trois candidats utiliser ce programme et cette possibilité. La plupart des ressources n'avait pas été utilisée et c'était vraiment un aspect qui nous a frappés. On s'est rendu compte qu'il n'y avait vraiment pas de communication, qu'il n'y avait pas de sensibilisation et qu'on ne pouvait pas dire que le marché n'existait pas parce que

l'industrie de la téléphonie mobile en ce moment en Afrique vit sa meilleure période, son meilleur moment.

Donc on a beaucoup de populations dans les pays en voie de développement en Afrique, en Amérique Latine, au Moyen-Orient, mais il faut stimuler le marché, c'était ça le problème. Il fallait le stimuler pour que ce soit valable et c'est ce qu'on a fait en Afrique depuis 15 ans. Le GMSA est venue nous parler ce matin et nous a raconté ses efforts depuis l'époque donc ce serait peut-être des exemples à suivre à une échelle plus petite.

C'est la seule façon d'avoir de la participation à la gNSO mais les gens des pays en voie de développement, même si on les invite, ils viennent à une réunion et puis ils ne vont plus venir parce qu'ils voient qu'il n'y a pas d'intérêt pour eux à ces discussions, ça ne reflète pas leurs intérêts.

Il faut qu'on s'assure également que les acteurs mondiaux et internationaux des registres et des bureaux d'enregistrement contribuent à ces processus. Malheureusement, dans certains pays en voie de développement, les bureaux d'enregistrement travaillent de façon illégale, sans autorisation. Ils recueillent des fonds et les gens paient pour des services d'enregistrement de noms de premier niveau, ce qui pouvait être toléré au début mais ce n'est plus le cas.

Il ne faut pas sous-estimer les questions liées au paiement en ligne et la nécessité de développer ce système, y compris pour les cartes de crédit. Malheureusement, la pénétration des systèmes de carte de crédit dans les pays en voie de développement est relativement peu développée, c'est différent du cas de l'industrie de téléphonie mobile.

Tout cela a été considéré dans le forum de notre programme, c'est la seule façon de réduire les brèches, mais il faut que je sois honnête ici. Franchement, cela va nous prendre du temps.

PIERRE DANDJINOU:

Je voulais reprendre ce que Tarek a dit. Autant en ce qui concerne le rôle des consommateurs, je crois que vous avez raison. Mais je pense aussi que vous avez parlé des problèmes qui pourraient subsister dans les pays émergents ou les pays en développement par rapport aux pays développés pour ces problèmes-là.

Il y a un problème d'exposition, de connaissance des enjeux au niveau de beaucoup de pays. Je pense qu'il faut peut-être penser à avoir au niveau local un certain nombre d'ateliers thématiques, pour renforcer la capacité. Par exemple, nous avons fait une expérience récemment dans le cadre de notre stratégie. Nous avons animé un atelier sur les noms de domaines, les marques déposées et la résolution des conflits.

Nous avons invité justement des spécialistes de tout ce qui est droit de propriété intellectuelle. Alors lier les droits de propriété intellectuelle, les noms de domaine et les marques, c'est une première en Afrique. Nous avons découvert que beaucoup de gens ignoraient ces aspects là et donc on s'est rendu compte qu'effectivement il y a un problème d'ouverture des gens à ces enjeux-là et surtout d'organisation.

Pour finir, aussi, je pense qu'il y a un rôle que par exemple les régulateurs doivent pouvoir jouer dans les pays. Les régulateurs, aujourd'hui, qui sont ceux qui en fait gèrent un peu ces domaines-là,

doivent pouvoir être mis à contribution dans les différents pays pour contribuer justement à aller au-delà des licences qu'ils donnent, à aller dans le renforcement des capacités.

Je crois qu'il y a un travail à faire au niveau local et qu'ICANN, j'imagine, ne peut qu'apporter un soutien qui me semble même marginal à cet égard.

NORA ABUSITTA:

Merci Pierre, je voudrais d'abord souhaiter la bienvenue à notre fonctionnaire en chef de sécurité, stabilité et résilience, John Crane, qui connaît beaucoup le travail qu'on fait et qui fait de la formation sur place. Il passe beaucoup de temps à voyager, à faire cela spécifiquement, exactement.

JOHN CRANE:

Je suis le fonctionnaire en chef de SSR, c'est très bien, maintenant mon poste est devenu un acronyme, vous voyez qu'on adore ces sigles.

Mon département travaille beaucoup sur les questions concernant les identificateurs qui s'assurent que les gens ne peuvent pas les utiliser, que ce soit stable, que l'Internet fonctionne. On s'occupe on va dire de la tuyauterie du système de l'Internet.

L'ICANN a travaillé depuis un bon nombre d'années avec beaucoup d'organisations, spécifiquement avec l'université de l'Oregon qui a commencé une ressource de réseau et partout dans le monde en réalité

pour former des capacités, des compétences comme on dit, spécifiquement pour les personnes de vos réseaux.

Il s'agit de les unir avec la fibre optique, on essaie d'augmenter leurs capacités, de leur donner davantage de bande passante. On a fait beaucoup de formation partout dans le monde et on le fait toujours en fait et ces séances peuvent varier des contenus entre ce que l'ICANN est, comment il fonctionne, qu'est-ce que le système de DNS, que sont les identificateurs jusqu'à la sensibilisation de base, peut-être même des aspects qu'on devrait considérer le long des différentes études, viser de l'industrie jusqu'à la récupération des désastres, la sécurisation des réseaux.

On a beaucoup de matériels de formation à disposition, nous avons un bon nombre de formateurs. Je suis Britannique et je ne parle que deux langues, le hollandais et l'anglais mais on traduit tout en anglais, en français, en espagnol et sinon on pourra trouver d'autres personnes qui vont nous aider.

Donc on pense non seulement à comment aider à augmenter les connaissances, ce qui est déjà très bien et bien sûr les utilisateurs ont besoin de cela, mais il faut parler aux vice-présidents régionaux. On travaille de près avec les régions régionales, ils ont des stratégies auxquelles on essaie de s'intégrer et ils peuvent nous contacter et on peut même aider ces vice-présidents avec la formation dans la mesure du nécessaire.

On essaie d'être souples pour servir notre communauté. Voilà, je pense que c'était tout ce que j'avais à dire.

C'est une interrogation que je me pose, c'est ma première participation à l'ICANN mais je vois un peu qu'on est un monde, même si on voit globalisé, on veut tous parler de la même chose mais on a des vitesses différentes, je ne dis même pas deux vitesses mais on a un monde à trois, quatre, cinq, plusieurs vitesses entre le plus bas de l'échelle, pour ne pas dire ça, mais en tout cas les gens qui ne sont pas encore réveillés sur ce plan là et d'autres qui aujourd'hui sont en train de booster, de prendre des décisions majeures.

Ensuite, l'autre élément, c'est d'appuyer ce que vous avez dit, donc de renforcer la formation. Ce que je voulais dire, c'est que n'est-il pas possible de se rapprocher des universités, des grandes écoles, des IUT qui existent, qui sont répertoriés, qui sont connus dans nos sous-régions?

Quand on regarde chaque responsable sous-régional, il est tout à fait possible, de mon point de vue, s'il y a les ressources humaines qu'il faut et les moyens qu'il faut, de connaître de manière suffisante les écoles qui existent par exemple dans un pays, je donnerais l'exemple du Sénégal. On a une très grande école de télécommunication, le SMT, on a les universités, on a les IUT donc il est possible de manière sous-régionale de faire focus sur ces entités-là qui sont précurseurs, qui sont précurseurs pour pouvoir inclure certains modules de formation via le DNSSEC lié à l'ICANN, des modules de formation comme on ferait par exemple une quatrième année ou une cinquième année d'ingénieur, on parlerait de la communication ou d'autres domaines, en tout cas de faire un focus sur ces éléments-là, d'avoir des modules ciblés pour pouvoir toucher de manière systématique ces entités-là.

Autre élément, c'est de cibler de manière précise les états au cas par cas. Comme l'a dit tout à l'heure l'un de nos collègues, sachant que selon les états, c'est le ministère qui est le plus fort, il y a des états où le régulateur est plus puissant puisque c'est les agences qui ont beaucoup plus d'argent, il y a d'autres états où ce sont les chambres de commerce. Donc, de manière ciblée, de manière caricaturée, aller au plus fort.

Nous attendons que les gens de manière locale se développent, se réveillent. Moi, par exemple, si je n'étais pas venu là aujourd'hui, je ne saurais pas tout ça. Donc, au lieu d'attendre que les gens disent « oui, c'est votre responsabilité, organisez-vous au niveau local, nous allons vous aider », non, c'est cette fois-ci, avec les organisations sous-régionales essayer de cibler, de s'appuyer sur des gens nommés pour pouvoir toucher dans un pays le régulateur, dans un autre le ministère, dans un autre l'association des consommateurs avec des éléments ciblés, des prospectus qu'on mettrait ou bien des éléments qu'on enverrait de manière officiel pour dire « voila, tiens, je vais au Burkina, je peux cibler l'autorité de régulation, je peux cibler le ministère, j'ai les grandes organisations de consommateurs ». De proche en proche, on arrivera à sensibiliser parce que pour moi le problème principal c'est de sensibiliser et de communiquer.

Je sais qu'il y a un travail qui a lieu, je le dis, peut-être que je dis des choses qui ont été faites, mais en tout cas la réflexion que ça me suscite aujourd'hui ce sont ces éléments-là. Ensuite, c'est le besoin d'élargir et d'avoir plus de participants à l'ICANN, ceci ne pourra se faire que lorsque les enjeux et surtout les intérêts des personnes sont connus,

donc il faut que les gens y aillent parce qu'ils savent qu'il y a un intérêt et que les gens enjeux soient connus.

Pour moi, je le redis encore c'est la communication, c'est la sensibilisation. Une fois que les gens sont sensibilisés, je pense que le reste sera volontaire et ça pourra se faire beaucoup plus aisément, merci.

NORA ABUSITTA:

Merci bien pour votre intervention très importante. Trois points de commentaire, nous savons très bien qu'il y a des grands obstacles, en particulier le grand écart entre les connaissances. Pour cela, vous avez des programmes très spécifiques qui répondent aux besoins locaux comme mes collègues avaient expliqué.

Deuxièmement, nous allons, nous collaborons déjà avec des universités et nous allons le faire encore plus. Nous allons viser les régions et nous avons trouvé spécifiquement des universités ou des écoles qui seront prêtes à travailler avec nous.

Par exemple, ici en Angleterre, nous travaillons avec l'université de Greenwich, ils nous ont appelé, ils avaient quatre étudiants qui avaient des thèses pour leur MBA. Ils ont choisi des thèmes ICANN vraiment et on a travaillé avec eux pendant un an et ils sont venus ici pour présenter leur rapport.

Peut-être que c'est petit, peut-être que ce n'est pas assez important mais au minimum, nous avons quatre nouveaux participants au système de l'ICANN et au maximum on a une université qui maintenant invite à

une participation. Nous espérons répéter cette expérience dans d'autres régions.

Troisièmement, il y a deux ans, l'ICANN a compris très bien que ce n'est pas *one size fits all*. Pour ça, nous avons des représentants régionaux qui reviennent avec des recommandations vraiment différentes selon ce qu'il se passe au pays. Avec le temps, on en aura plus, ça prend du temps malheureusement mais c'est en voie de développement comme on dit. Merci.

PIERRE DANDJINO:

Oui, merci pour vos observations, recommandations. A savoir que quand vous parliez je souriais un peu parce qu'effectivement vous êtes dans le vrai sur ce que nous faisons. Juste deux points.

Je pense qu'il faut effectivement qu'on ait des relais au niveau local. Vous me rappelez une mission d'engagement qu'on a eu à faire justement au Sénégal, chez vous, où j'ai rencontré le régulateur par exemple. De chez vous, par exemple, on a pensé faire des partenariats avec l'université, avec le SMT que vous avez souligné, avec l'IAM, Institut Africain de Management qui fait de très bonnes choses et qui voudrais ouvrir justement une option sur la gouvernance de l'Internet.

Donc nous sommes en train de discuter. Mais je voudrais et je pense qu'il faudrait insister sur les liaisons au niveau local. Ça dit quels sont les futurs points de contact qu'on a, les gens sur qui on peut compter et aussi sur les partenaires stratégiques. C'est très important comme je l'ai dit, l'apport de l'ICANN ne peut être vu que comme un support de trois

ans mais je pense que si on veut rendre l'action beaucoup plus pérenne, il faut que nous puissions tabler sur des partenariats au niveau local comme stratégie.

Je crois que ce que vous indiquez comme chemin est à suivre mais il faut qu'on puisse compter sur vous parce que vous venez d'arriver. Ce que vous ne savez par exemple pas, c'est que moi j'ai demandé à votre régulateur d'envoyer des gens à l'ICANN. Je suis bien content que vous soyez venu justement pour l'ICANN et c'est ce que nous pensons. Les régulateurs sont une clef important, n'est-ce pas, au niveau des pays en tout cas surtout en Afrique. Ils peuvent permettre de faire beaucoup de choses, parce qu'ils ont les ressources et de pouvoir aussi compter sur les personnes que nous avons.

Donc je crois que vous êtes un bon exemple. La participation de l'Afrique, vous l'avez dit, mais vous savez on doit peut-être déjà se réjouir de ce qu'on a aujourd'hui. Il y a quinze ans à peu près, les Africains se retrouvaient à peine à cinq ou dix. Aujourd'hui, bon, il y a des choses qui se font mais je crois qu'il faut amplifier le mouvement. Beaucoup plus, c'est du volontariat et que les gens puissent s'associer.

Je pense que vous avez fait de très bonnes observations, il faudrait qu'on suive cela et que de façon concrète on fasse des partenariats stratégiques, merci.

JOHN CRANE:

Je m'excuse de ne pas parler Français. Je remercie les interprètes de nous avoir transmis le message, on ne les remercie jamais

suffisamment, on ne les remercie jamais assez. Pour ce programme de formation, l'un des aspects est cette idée de former les formateurs. Spécifiquement en Afrique, on a formé beaucoup de formateurs plutôt sur les questions de technologie, pas tellement de régulation et de réglementation mais on a de très bons formateurs et de très bons ingénieurs en Afrique.

Je le dis franchement, ce sont des personnes avec des connaissances étonnantes, c'est surprenant. La dernière fois qu'on a participé en Afrique, on n'a pas eu à participer nous-mêmes, c'était une formation des formateurs Africains au niveau local. On leur a envoyé simplement les machines et ils ont tout fait eux-mêmes.

On avance. Il reste beaucoup à faire certainement mais on a beaucoup avancé. Il faut qu'on se centre sur plusieurs cycles, par exemple l'un de mes collègues qui travaille avec moi dans le même groupe vient d'une organisation qui s'appelle l'initiative du cyber-délit du Commonwealth qui est pour changer les réglementations du Commonwealth sur les conventions sur les compréhensions des différents régulateurs de ce qu'est l'ICANN et de ce que sont les règlements.

Bien sûr, on pourrait améliorer ce qu'on fait mais on a des ressources limitées comme tout le monde. Vous savez que c'est un grand monde mais on vous remercie de votre contribution. Ce que vous avez dit, vraiment, c'est quelque chose que je tiens à cœur. Je travaille pour qu'on ait de la formation et de l'expertise dans les régions pour que les personnes puissent se former les uns les autres sans dépendre de notre organisation.

PERSONNE NON-IDENTIFIÉE: On en a beaucoup parlé ici. En premier lieu, de notre côté, je pense qu'on ne devrait pas voir l'ICANN comme une organisation du genre de la Banque Mondiale ou de l'ONU. On a beaucoup travaillé dans les différentes régions pour que l'ICANN puisse effectivement atteindre ce genre de synergie dont on a besoin. Il y a beaucoup d'expertise dont on a besoin pour pouvoir identifier quels sont déjà nos besoins.

Si on parvenait à ce faire, on pourrait bien sûr trouver des fonds pour financer nos ressources, ce serait plus facile au moins. D'autre part, ce que je voulais dire, c'est très spécifique parce que je compte revenir aux Comores pour contacter le fonctionnaire régional et lui demander de se rapprocher de l'ICANN mais les deux prochaines années en Afrique, je pense qu'on devra atteindre une inclusion financière, c'est très important et cela a beaucoup d'implication pour la sécurité et la stabilité de l'Internet.

Et on doit commencer à s'y mettre, mais du côté de l'ICANN, je ne sais pas comment vous fonctionnez mais je pense qu'il faut que l'on pense à un moyen de renforcer ces observateurs des vice-présidents pour qu'ils puissent se rapprocher de nous, qu'ils puissent avoir les moyens pour venir nous entendre, qu'ils interagissent avec nous rapidement.

En fait, il faut même voir combien on peut voir avec les ressources relatives. Si à chaque fois on vient et on veut commencer dès le sommet de l'ICANN et commencer à approcher une organisation qui est exactement l'opposé de ce qu'on fait sur l'Internet, ça ne va pas fonctionner. Je suis très content d'être ici en tout cas mais il faut voir ce

qu'on peut faire avec ce qu'on a, ne pas rêver autant. Ce genre d'inventaire serait très important pour l'Afrique, pour les différentes universités, savoir quel est le type d'industrie, quel est le type d'université avec qui on pourrait travailler et qu'on pourrait engager.

Bien sûr, entre les francophones, nous avons des différences parce qu'on a tous appris à réglementer tout. Tout a des règles, je suis un membre du parlement, vous savez, je défends le parlement, mais les pays anglophones diffèrent de nous dans ce sens. Ce n'est pas une question de loi dans ce domaine, la loi en général a cinq ans de retard.

Merci beaucoup de ce que vous m'avez appris, j'ai de nouvelles idées maintenant pour pouvoir revenir au village et les préparer pour cette révolution qui va venir.

NII QUAYNOR:

Merci beaucoup. Je voulais reprendre certains commentaires qui ont été dits.

La plupart de ce que vous dites est ce qui est en train d'être mis en œuvre. Alors je vous invite à suivre de près parce que les stratégies régionales rapprochent ces personnes de vous. La formation de formateurs dont John faisait mention inclut AfriNIC, AFTLD entre autres.

Cela veut dire qu'on se rapproche de vous, c'est exactement ce qu'on essaie de faire à travers ces programmes particuliers. Il est aussi intéressant de noter que le Sénégal a l'un des niveaux de participation les plus hauts au sein de l'ICANN, de la communauté technique, des parties prenantes commerciales, du côté d'At Large, partout. On ne nie

pas la réalité, c'est juste que vous découvrez cela au niveau mondial en ce moment et on aurait du le découvrir au niveau national.

Mais l'objectif ici est de résoudre les problèmes au bon niveau, par exemple on mentionnait le GAC et l'expertise. Moi je voudrais inviter les membres du GAC à agir de façon multipartite dans leur propre pays, à travers ce processus ils pourraient apprendre aux personnes les connaissances nécessaires, renforcer leurs compétences et générer de l'expertise. C'est ça qu'on discute en ce moment, c'est ça le genre de discussion qu'on a.

Je veux que vous sachiez qu'on est en train de résoudre les problèmes au bon niveau. Si on essaie de résoudre les problèmes locaux au niveau mondial, ça ne va pas marcher. Les problèmes locaux doivent être résolus au niveau local. Voilà, merci.

NORA ABUSITTA:

Est-ce que vous avez des questions derrière dans la salle, les gens du public?

YAOVI ATOHOUN:

Je vais parler en Français. Pour rajouter à ce que notre collègue du Sénégal a fait et ce que Nii a dit aussi. Il y a beaucoup de choses qui ont commencé à être faites. Peut-être qu'il faudrait un peu de temps. Si je prends le cas d'AfNOG qui anime beaucoup d'ateliers en Afrique, quand on a commencé, le marché du mobile et le secteur du mobile, un secteur important, AfNOG a immédiatement introduit des modules qui permettent aux jeunes de faire des développements d'application.

Donc, si je prends le cas des universités, quand l'association des universités en Afrique de l'Ouest et du Centre avait un atelier et tout récemment, le vice-président s'est déplacé, est parti dans cet atelier pour parler aux universitaires et quand au niveau d'At Large, au niveau d'AFRALO, il y a des séminaires et surtout encore cette rencontre d'ATLAS, c'est pour donner plus de capacité aux structures At Large de façon à ce que quand ces structures rentrent au niveau local, elles puissent vraiment aider.

Je crois qu'il y a des choses qui se font et nous ne pouvons que continuer à parler comme vous le dites, répéter la même chose tous les jours, ce que vous avez dit et répété pour qu'au niveau local on ait réellement un impact, sinon des choses se font, comme le fellowship program, avant c'était quatre ou cinq personnes de l'Afrique, c'est maintenant une dizaine de gens qui viennent de l'Afrique et l'objectif c'est que toutes ces personnes, quand elles rentrent au niveau local, qu'elles puissent relayer ce message et comme ça on aura un résultat plus immédiat, c'est sûr que les choses avancent et ce que vous avez dit c'est important et je crois que nous tous, nous avons ce travail à faire au niveau local. Merci.

NORA ABUSITTA: Votre nom s'il vous plait.

YAOVI ATOHOUN: Vous m'excuserez, mon nom c'est Yaovi Atohoun, je suis dans At Large, maintenant j'ai rejoint le staff il y a un moment, merci.

NORA ABUSITTA:

Merci beaucoup. Je pense que pour conclure cette séance, nous allons mentionner certains aspects. Lorsqu'on a commencé à travailler avec le panel, on a été surpris de voir qu'on ne savait même pas combien l'ICANN était en train de faire. Nous-mêmes, en tant que personnels de l'ICANN, combien l'ICANN s'est centrée sur la responsabilité publique et ça nous a pris un mois et demi d'inventorier ce qui était en train d'être fait.

On n'avait pas l'intention d'inventer un nouveau champ pour l'ICANN, on ne comptait pas commencer des programmes qui n'étaient pas dans le cadre de notre mission, qui n'étaient pas notre portée. On voulait simplement simplifier, organiser et centrer nos efforts pour que ce soit plus efficace.

Tous les domaines sur lesquels nous nous sommes centrés venaient des parties prenantes, des panels de stratégie et des régions. Donc on veut que vous participiez, on veut entendre votre avis, ce n'est pas un projet approuvé, ça va évoluer, c'est un département qui est ouvert aux parties prenantes et j'espère entendre vos contributions, que ce soit à travers le site Internet, directement à moi, vous pouvez écrire à mon personnel également, comme vous voulez et bien sûr à travers nos représentants régionaux aussi.

Merci d'être venus.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]